



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

NOTE D'INFORMATION

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION LORS DES CRISES PROLONGÉES

Conseils pour mettre en place le Cadre d'action pour
la sécurité alimentaire et la nutrition lors des
crises prolongées (CSA-CDA)

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.



Insécurité alimentaire et malnutrition lors des crises prolongées: un cercle vicieux

On entend par crise prolongée une situation au cours de laquelle une partie importante de la population est extrêmement vulnérable aux maladies, à la mort et à la perturbation de ses moyens de subsistance, et ce pendant une longue période.

De telles crises, qui présentent des contextes très difficiles en matière de lutte contre la faim et la malnutrition (les conséquences les plus sérieuses et les plus fréquentes) et la pauvreté, représentent deux tiers de l'aide humanitaire internationale.

Bien que chaque situation soit différente, les causes récurrentes incluent à la fois les facteurs d'origine humaine et les catastrophes naturelles – se produisant souvent simultanément et se renforçant mutuellement. Elles comprennent les crises alimentaires prolongées, la dégradation des moyens de subsistance et des systèmes alimentaires ainsi qu'une insuffisance de la gouvernance et des capacités institutionnelles.

Les crises prolongées peuvent être localisées dans certaines zones géographiques ou régions, sans pour autant affecter l'ensemble de la population d'un pays.

Ces crises devenant de plus en plus prolongées et fréquentes, les moyens de subsistance, les systèmes alimentaires et la résilience sont gravement compromis, entraînant une spirale descendante. L'insécurité alimentaire peut également être instrumentalisée en vue de déclencher ou d'aggraver un conflit ou des troubles civils.

Les trente dernières années

Depuis le début des années 1990, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde a décliné de 21,4 pour cent, malgré un accroissement de la population mondiale de 1,9 milliard de personnes. De nombreux pays qui ont progressé dans la lutte contre la faim jouissent actuellement de situations politiques stables et d'une croissance économique. Cependant, le nombre de pays africains en proie à des crises alimentaires a doublé entre 1990 et 2010, passant de 12 à 24. 19 d'entre eux ont été en crise pendant au moins huit ans lors des dix dernières années.

Selon le rapport sur l'État de l'insécurité alimentaire dans le monde (SOFI) de 2010, la proportion de personnes sous-alimentées lors des crises prolongées est trois fois supérieure à celle d'autres pays en développement, avec plus de 160 millions de personnes – soit environ 20 % de la population mondiale sous-alimentée – vivant dans des situations de crise prolongée sur une vingtaine de territoires et pays, parmi lesquels plus des trois quarts se trouvent en Afrique.

Ces dernières années, de nouveaux défis sont apparus. Les conflits, de plus en plus complexes et insolubles, contribuent à une augmentation des déplacements forcés. En 2015, plus de 65 millions de personnes dans le monde ont été forcées à se déplacer – le nombre le plus élevé depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale.

En 1990, un cinquième de la population pauvre mondiale vivait dans des États fragiles. Aujourd'hui, deux milliards de personnes vivent dans des pays où les perspectives de développement sont affectées par la fragilité, le conflit et la violence. Pendant que le reste du monde progresse, l'extrême pauvreté ne cessera de se concentrer dans des contextes fragiles, pour atteindre près de 50 % du total mondial en 2030, contre 17 pour cent aujourd'hui. Par ailleurs, plus de 90 pour cent des personnes en situation d'extrême pauvreté vivent dans des contextes fragiles ou en proie à des événements climatiques extrêmes, voire les deux. Plus du tiers des pays identifiés comme tels en 2015 ont connu des conflits récents.

Les pays les moins développés ou les plus fragiles sont souvent les plus vulnérables au changement climatique. Tandis que la magnitude et l'impact des crises et des catastrophes augmentent, les ménages, les communautés et les gouvernements sont de moins en moins capables d'assimiler, de se remettre et de s'adapter, ce qui les rend plus vulnérables aux chocs futurs, et susceptibles de connaître une situation de crise prolongée.

Du SOFI 2010 au CSA-CDA

Ces tendances et répercussions ont constitué le point de départ du travail du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) afin de développer des orientations stratégiques pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, en prenant en compte d'une part le fait que les situations de crise prolongée requièrent une attention particulière, et d'autre part que les réponses appropriées dans de tels contextes sont différentes de celles qui sont nécessaires dans des situations de crise à court terme ou dans des situations non critiques.

Le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées (CSA-CDA) du CSA s'appuie sur les travaux techniques réalisés dans le contexte du SOFI 2010 et sur les conclusions d'un Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées qui a eu lieu en septembre 2012. Le CSA-CDA a été élaboré via un processus de consultation inclusif, comprenant des représentants gouvernementaux, des agences des Nations Unies, des organisations de la société civile et non gouvernementales, des institutions internationales de recherche agricole, des associations du secteur privé et des fondations philanthropiques, ainsi que des institutions financières régionales et internationales. Le CSA-CDA a été approuvé en octobre 2015.

Les 11 principes du CSA-CDA

Bien que le CSA-CDA soit de nature volontaire et non contraignante, il s'appuie et s'aligne sur des instruments internationaux et régionaux et des structures mondiales, dont l'Agenda 2030 pour le développement durable. Il représente le premier consensus mondial sur la manière d'atténuer la menace pesant sur la sécurité alimentaire et la nutrition lors de crises prolongées.

Le CSA-CDA vise à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition de populations affectées ou menacées par une crise prolongée en s'attaquant aux manifestations les plus critiques et en améliorant la résilience, en s'adaptant aux défis et en aidant à résoudre les causes sous-jacentes. Il se base sur onze principes:

Traiter les manifestations critiques et renforcer la résilience

Principe 1. Répondre aux besoins humanitaires immédiats et renforcer la résilience des moyens de subsistance

Principe 2. Mettre l'accent sur les besoins nutritionnels

S'adapter aux problèmes spécifiques

Principe 3. Atteindre les populations touchées

Principe 4. Protéger les personnes touchées ou menacées par des crises prolongées

Principe 5. Autonomiser les femmes et les filles, promouvoir l'égalité entre les sexes et sensibiliser aux sexospécificités

Principe 6. Garantir et soutenir la réalisation d'analyses approfondies fondées sur des éléments factuels

Principe 7. Renforcer l'adhésion des pays, la participation, la coordination et la collaboration des parties prenantes, ainsi que la responsabilité de rendre compte

Principe 8. Promouvoir un financement efficace

Contribuer à résoudre les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la dénutrition dans les situations de crise prolongée

Principe 9. Contribuer à la consolidation de la paix grâce à la sécurité alimentaire et à la nutrition

Principe 10. Gérer les ressources naturelles de manière durable et réduire les risques de catastrophe

Principe 11. Promouvoir une gouvernance nationale et locale efficace

Renforcer la résilience

À travers le monde, 2,5 milliards de personnes dépendent de l'agriculture pour assurer leurs moyens de subsistance. Les trois quarts d'entre eux sont des fermiers pauvres. Ces petits exploitants, éleveurs, pêcheurs ainsi que les communautés dépendantes des forêts génèrent plus de la moitié de la production agricole mondiale et sont particulièrement exposés aux risques de catastrophes qui peuvent détruire ou abîmer les récoltes, l'équipement, les réserves, le bétail, les semences, les cultures et les marchandises stockées.

Ces catastrophes et ces crises n'ont pas seulement des répercussions à court terme, mais elles ébranlent les moyens de subsistance et les acquis du développement national qui ont demandé des années de travail, particulièrement en situation de crise prolongée.

La FAO promeut le renforcement de la résilience comme devant être un objectif commun à toutes les parties prenantes dans des zones touchées par des crises ou des catastrophes, ainsi que des approches plus flexibles, de façon à créer un lien entre les interventions humanitaires à court terme et les interventions de développement à long terme. L'éradication de la faim, la préservation de l'environnement, l'adaptation aux changements climatiques et un développement économique durable ne peuvent être atteints sans des moyens de subsistance agricoles durables.

La FAO estime que les acteurs humanitaires et du développement doivent accorder la priorité au renforcement de cette résilience pour atteindre les principaux objectifs politiques mondiaux – le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, l'Accord de Paris sur le climat, l'approche *One Health*, l'Agenda pour l'humanité du Sommet humanitaire mondial ainsi que le CSA-CDA – afin de garantir que les objectifs de l'Agenda de développement durable à l'horizon 2030 et ses engagements de «ne laisser personne derrière» et d'«aller plus loin» se réalisent.

Notes d'orientation

Pour la FAO, la mise en œuvre du CSA-CDA est une priorité mondiale, tel que le stipule son Objectif Stratégique 5, «Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise». En juillet 2016, la FAO a commencé à élaborer cette série de Notes d'orientation sur les secteurs clés de son travail en situation de crise prolongée.

Ces Notes d'orientation s'appuient sur l'expertise technique unique de la FAO, sur son expérience et sur sa base de connaissances dans les domaines de l'agriculture, du soutien à la sécurité alimentaire et à la nutrition ainsi que de la réduction de la pauvreté rurale. Elles couvrent des sujets aussi divers que l'analyse et l'information, la question du genre, les problèmes liés aux terres, à la nutrition, à l'accès sans danger au combustible et à l'énergie, à la protection sociale et à la migration des jeunes, en vue d'accroître la sensibilisation au CSA-CDA, tout en soutenant les équipes et les partenaires de la FAO dans des domaines spécifiques.

Chaque Note d'orientation analyse le rôle joué par le sujet exploré dans le contexte de crises prolongées, et sa relation avec les principes du CSA-CDA. Elles soulignent des messages clés pour les décideurs, fournissent des exemples concrets du travail de la FAO, esquissent de potentielles interventions pratiques lors des situations de crise prolongée, présentent les perspectives futures et répertorient des ressources et des outils clés pour un apprentissage complémentaire.

Les illustrations et les exemples du travail de la FAO incluent à la fois des pratiques déjà bien implantées et des initiatives plus récentes. Ensemble, ils prouvent que les interventions et les efforts conjoints, l'utilisation d'approches de développement adaptées à des situations de crise et des initiatives prenant en compte les populations et ayant comme point d'entrée la sécurité alimentaire et l'agriculture en vue de renforcer la paix et le changement transformationnel peuvent avoir un impact considérable.

Nous espérons que ces Notes d'orientation pourront contribuer de façon significative à l'effort commun visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition lors des situations de crise prolongée, ainsi qu'à la réussite de l'Agenda de développement durable.

Cette série a été élaborée sous la conduite et la coordination de Julius Jackson et d'Oriane Turot, à la FAO, à Rome, avec la contribution d'équipes de la FAO.



Cette publication a bénéficié de fonds de l'Union européenne dans le cadre du
«Programme d'amélioration de la gouvernance mondiale pour la réduction de la faim»

Pour plus d'informations, visitez la page d'accueil de la FAO sur la résilience
www.fao.org/resilience/fr



Cette publication a été réalisée avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de la FAO et ne peut être en aucun cas interprété comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.